

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2015/29633]

12 NOVEMBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières

Le Gouvernement de la Communauté française,

Considérant la loi spéciale de réformes institutionnelles du 15 août 1980, l'article 5, § 1^{er}, 7^o, a);

Vu la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015, les articles 43 et 88;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 septembre 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 septembre 2015;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°58.219/2, donné le 21 octobre 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

- 1^o « Ministre » : le Ministre compétent pour l'agrément des professions des soins de santé;
- 2^o « Administration » : la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française;
- 3^o « Commission d'agrément » : la Commission d'agrément de kinésithérapeutes visée à l'article 2 du présent arrêté;
- 4^o « associations représentatives des kinésithérapeutes » : associations qui répondent aux conditions fixées par l'arrêté royal du 7 décembre 1999 déterminant les conditions auxquelles les organisations professionnelles de kinésithérapeutes doivent répondre pour être considérées comme représentatives ainsi que les modalités de l'élection des représentants des kinésithérapeutes au sein de certains organes de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité
- 5^o « la loi » : la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015.

CHAPITRE 2. — Commission d'agrément de kinésithérapeutes

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué auprès du Ministère de la Communauté française une Commission d'agrément de kinésithérapeutes.

§ 2. La Commission d'agrément est composée de :

- 1^o quatre membres, kinésithérapeutes, pratiquant la kinésithérapie et ayant une expérience d'au moins dix ans, proposés sur une liste double par leurs associations professionnelles représentatives;
- 2^o quatre membres, kinésithérapeutes qui dispensent, depuis au moins dix ans, effectivement un enseignement en kinésithérapie dans le secteur de l'enseignement universitaire en kinésithérapie ou de l'enseignement supérieur non universitaire en kinésithérapie, proposés sur une liste double par les universités et les hautes écoles;
- 3^o un expert, par qualification professionnelle, représentant les universités et les hautes écoles;
- 4^o un expert, par qualification professionnelle, représentant les associations représentatives des kinésithérapeutes, sur leur proposition.

Les membres visés sous 3^o et 4^o ne doivent pas être invités à toutes les réunions de la Commission d'agrément mais doivent l'être lorsque l'ordre du jour comporte des dossiers relatifs à la qualification professionnelle pour laquelle ils sont experts.

§ 3. Les membres de la Commission d'agrément sont nommés par le Ministre pour un terme renouvelable de six ans. Ils continuent à assumer leur fonction jusqu'à ce que le Ministre ait décidé du renouvellement de leur mandat ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à leur remplacement.

En cas de décès, de démission ou de retrait du mandat d'un membre, le Ministre nomme, pour achever le mandat en cours, un nouveau membre selon la procédure fixée au paragraphe 2.

§ 4. Lors de la première réunion qui suit la nomination des membres de la Commission d'agrément, ceux-ci désignent un président, qui a pour mission de présider les réunions, ainsi qu'un vice-président afin de remplacer celui-ci en son absence.

L'Administration assure le secrétariat de la Commission d'agrément.

§ 5. Le Ministre peut mettre fin au mandat des membres de la Commission d'agrément qui auront fait notoirement preuve d'un manque d'assiduité aux réunions ou d'un manque d'intérêt pour les missions qui leur étaient confiées ou qui n'exercent plus de fait la kinésithérapie ou ne dispensent plus un enseignement en kinésithérapie de manière effective.

§ 6. Le président, le vice-président et les membres de la Commission d'agrément ont droit:

- 1^o à un jeton de présence de dix euros par demi-journée; les membres fonctionnaires ne peuvent y prétendre que dans la mesure où leur présence aux séances entraîne des prestations en dehors de leurs heures normales de service;
- 2^o au remboursement des frais de parcours, allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en première classe.

Les membres de la Commission d'agrément sont autorisés à faire usage de leur véhicule à moteur personnel pour les déplacements nécessités par leur participation aux réunions de la Commission d'agrément. Ils bénéficient d'une indemnité égale au montant qui aurait été déboursé par la Communauté française en cas d'utilisation des moyens de transport en commun.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation, par les membres, de leur véhicule personnel.

Art. 3. La Commission d'agrément a pour missions :

- 1° de donner au Ministre un avis motivé sur les demandes d'agrément en qualité de kinésithérapeute, visé à l'article 43, § 1^{er}, de la loi;
- 2° de donner au Ministre un avis motivé sur les demandes d'agrément autorisant le kinésithérapeute à porter un titre professionnel particulier ou à se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière, visés à l'article 86 de la loi;

Art. 4. § 1^{er}. Pour que la Commission d'agrément puisse délibérer valablement, au moins la moitié des membres doivent être présents.

Pour le calcul du quorum, il est tenu compte des membres visés à l'article 2, § 2, 1° et 2°, ainsi que des membres visés sous 3° et 4° qui ont été invités.

Si les membres de la Commission d'agrément ne sont pas présents en nombre suffisant, le président ou, à défaut, le vice-président, convoque une deuxième réunion avec le même ordre du jour; la Commission d'agrément peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

La Commission d'agrément se prononce à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, le point qui a été soumis au vote n'est pas adopté.

Les délibérations de la Commission d'agrément sont secrètes. Les avis doivent être motivés.

§ 2. La Commission d'agrément élabore un règlement d'ordre intérieur qui est soumis, ainsi que ses modifications, à l'approbation du Gouvernement.

Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum :

- 1° la méthodologie de travail de la Commission d'agrément;
- 2° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à une par mois;
- 3° l'obligation de rédiger un procès-verbal de chaque réunion;
- 4° le fait que l'avis rendu l'est au nom de la Commission d'agrément et sans indications nominatives;
- 5° des règles de déontologie comprenant, au moins, des dispositions relatives aux conflits d'intérêts.

CHAPITRE 3. — *Agrément*

Section 1^{re}. — Agrément en qualité de kinésithérapeute

Art. 5. La demande d'agrément en qualité de kinésithérapeute est adressée par le demandeur à l'Administration, soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe 1 du présent arrêté, soit par voie électronique selon le procédé mis à sa disposition par l'Administration.

La demande est accompagnée d'une copie du diplôme ou du document par lequel l'établissement d'enseignement atteste que le demandeur a réussi l'examen final donnant droit au diplôme requis prouvant que l'intéressé satisfait aux exigences de l'article 43, § 2, alinéa 2, ou de l'article 154, de la loi, ainsi que, le cas échéant, des documents prouvant que l'intéressé satisfait aux conditions pouvant être fixées en application de l'article 43, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi.

L'Administration transmet le dossier de la demande, aux fins d'avis, à la Commission d'agrément.

Art. 6. La Commission d'agrément compare les données fournies aux exigences de l'article 43, § 2, ou de l'article 154 de la loi.

Art. 7. § 1^{er}. La Commission d'agrément se prononce sur la demande d'agrément en qualité de kinésithérapeute dans les soixante jours à dater de la réception de la demande par l'Administration.

Sur proposition motivée de la Commission d'agrément, le Ministre peut fixer la liste des demandes d'agrément qui ne requièrent pas l'avis de la Commission d'agrément. Cette liste est fondée sur le titre du diplôme du demandeur et la date de sa délivrance. La Commission d'agrément veille à l'actualisation de cette liste. Dans ce cas, l'Administration soumet directement au Ministre ou à son délégué une proposition d'agrément.

§ 2. La Commission d'agrément statue sur pièces. Si elle estime que celles-ci ne démontrent pas que les conditions prévues aux articles 43, § 2, ou 154 de la loi sont remplies, elle peut décider de surseoir au prononcé de l'avis.

En ce cas, l'Administration notifie cette décision au demandeur dans un délai de 30 jours par voie électronique à l'adresse mentionnée dans la demande d'agrément. A défaut pour le demandeur d'en accuser réception dans un délai de cinq jours, l'Administration notifie cette décision par envoi recommandé. Sauf en cas d'urgence, le demandeur est invité au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné de nouveau. Le demandeur peut fournir tous renseignements utiles. Il peut se faire assister d'un ou de plusieurs conseils. Si le demandeur, dûment convoqué, ne comparait pas, il est statué sur pièces, sauf en cas d'absence justifiée.

§ 3. Le dossier est tenu à la disposition du demandeur ou de son conseil dans les locaux de l'Administration; il peut y être consulté, sans déplacement, pendant les quinze jours qui précèdent l'audience.

Art. 8. § 1^{er}. En cas d'avis positif, le Ministre ou son délégué octroie l'agrément.

§ 2. En cas d'avis négatif, l'Administration notifie cet avis au demandeur dans un délai de 30 jours, par voie électronique à l'adresse mentionnée par le demandeur dans sa demande. A défaut pour le demandeur d'en accuser réception dans un délai de cinq jours, l'Administration notifie cet avis par envoi recommandé.

Le demandeur peut faire parvenir à l'Administration, dans un délai de trente jours suivant la réception de l'avis, une note avec ses observations motivées concernant l'avis.

Lorsque le demandeur n'a pas communiqué des observations motivées visées à l'alinéa 1^{er}, l'Administration en informe le Ministre ou son délégué, qui prend la décision finale.

§ 3. Lorsque le demandeur a communiqué des observations motivées visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, la Commission d'agrément réexamine le dossier d'agrément.

En ce cas, le demandeur est invité, sauf en cas d'urgence, au moins quinze jours avant la réunion au cours de laquelle son dossier sera examiné de nouveau à être entendu par la Commission d'agrément aux fins de fournir tous renseignements utiles. Il peut se faire assister d'un ou de plusieurs conseils. Si le demandeur, dûment convoqué, ne comparait pas, il est statué sur pièces, sauf en cas d'absence justifiée.

La Commission d'agrément peut maintenir son avis initial ou remettre un nouvel avis sur la base des éléments nouveaux de nature à modifier son avis initial.

§ 4. Le Ministre ou son délégué prend une décision sur la base de l'avis initial ou du nouvel avis de la Commission d'agrément et, le cas échéant, de la note envoyée par le demandeur.

§ 5. Lorsque la décision du Ministre ou de son délégué est positive, l'Administration communique celle-ci au demandeur par voie électronique à l'adresse mentionnée par le demandeur dans sa demande dans un délai de 30 jours. A défaut pour le demandeur d'en accuser réception dans un délai de cinq jours ou à sa demande, l'Administration notifie cette décision par envoi recommandé.

Lorsque la décision du Ministre ou de son délégué est négative, l'Administration notifie celle-ci par envoi recommandé dans un délai de 30 jours.

Art. 9. § 1^{er}. Lorsque le kinésithérapeute ne répond plus aux critères d'agrément, le Ministre peut retirer l'agrément soit de sa propre initiative, soit sur la proposition de la Commission d'agrément.

Le Ministre ne peut agir de sa propre initiative qu'après avoir fait part de son intention à l'intéressé et avoir recueilli l'avis de la Commission d'agrément.

§ 2. L'Administration communique au Ministre et notifie par envoi recommandé au kinésithérapeute l'avis motivé ou la proposition motivée de la Commission d'agrément dans un délai de trente jours. .

Les dispositions des articles 7 et 8 sont applicables, mutatis mutandis.

Art. 10. Le kinésithérapeute, dont l'agrément a été refusé ou retiré en application des dispositions des articles 8 ou 9, peut introduire à tout moment une nouvelle demande d'agrément.

La procédure d'agrément se déroule conformément aux dispositions du présent arrêté.

Art. 11. Le kinésithérapeute qui ne désire plus bénéficier de l'agrément consenti conformément au présent arrêté est tenu d'en informer par écrit l'Administration. Dans ce cas, le Ministre retire l'agrément.

Section 2. — De l'agrément des titres particuliers et qualifications particulières

Art. 12. Le kinésithérapeute qui souhaite obtenir l'agrément lui permettant de porter un titre professionnel particulier ou de se prévaloir d'une qualification professionnelle particulière est tenu d'introduire sa demande d'agrément auprès de l'Administration soit par l'envoi du formulaire dont le modèle figure en annexe 2 du présent arrêté, soit par voie électronique selon le procédé mis à sa disposition par l'Administration.

La demande est accompagnée de toute pièce justificative utile démontrant que le kinésithérapeute satisfait aux critères d'agrément.

L'Administration transmet le dossier de la demande, aux fins d'avis, à la Commission d'agrément.

Les dispositions des articles 6 à 11 sont mutatis mutandis applicables pour les demandes d'agrément visées au présent article.

CHAPITRE 4. — Dispositions finales

Art. 13. L'arrêté royal du 15 avril 2002 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières est abrogé.

Art. 14. Le Ministre ayant l'agrément des professions des soins de santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 novembre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ANNEXE 1

**Formulaire de demande d'agrément pour le titre professionnel particulier de
kinésithérapeute**



Date de réception de la demande

Direction Générale de l'Enseignement non-obligatoire et de la recherche scientifique

Service Agrément des Professions de soins de santé

Commission d'agrément de Kinésithérapie

EUROSTATION II – Place Victor Horta 40 (bte 10) - 1060 Bruxelles

Demande d'agrément pour le titre professionnel particulier de kinésithérapeute

Nom	
Prénom	
Numéro registre national	
Adresse	
Numéro	
Boîte	
Code postal	
Localité	
Pays	
Nationalité	
Sexe (M / F)	
Date de naissance	
Lieu de naissance	
e-mail (bien lisible svp)	

Je voudrais obtenir un n° INAMI	Oui		Non	
Je voudrais réactiver mon n° INAMI	Oui		Non	

Le/la soussigné(e) certifie que les renseignements mentionnés ci-dessus sont corrects.

Date		Signature	
-------------	--	------------------	--

Documents à joindre au présent formulaire :

- une copie de votre diplôme
- une copie recto / verso de votre carte d'identité.

Le Service Agrément des prestataires de soins de santé accusera réception de votre demande d'agrément dans un délai de 15 jours ouvrables. À défaut d'accusé de réception dans ce délai, nous vous invitons à réintroduire votre demande.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par le Service Agrément des prestataires de soins de santé dans le strict respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2015 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières. Toute personne peut exercer les droits prévus par la loi du 8 décembre 1992 aux articles 9 à 15 et obtenir l'accès aux données la concernant, moyennant une demande, accompagnée d'une preuve de son identité, introduite auprès du Service Agrément des prestataires de soins de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2015 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières
Bruxelles, le 12 novembre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

ANNEXE 2

**Formulaire de demande d'agrément pour une qualification particulière en
kinésithérapie**



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
ENSEIGNEMENT
ET RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Date de réception de la demande

Qualification professionnelle particulière en kinésithérapie

Formulaire de demande d'agrément :

1. Données personnelles :

Nom :	Prénom :

Date de naissance :

Adresse du domicile :
Rue et numéro :
Localité et code postal :

Adresse e-mail

Intitulé exact du diplôme :	Date de délivrance du diplôme :

Etablissement d'enseignement supérieur ayant délivré le diplôme en Kinésithérapie :

Date de l'agrément en kinésithérapie :

Date de l'autorisation d'exercer (Visa) :

2. Qualification professionnelle particulière demandée :

(Cocher la case correspondante)

<input type="checkbox"/> Cardiovasculaire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en kinésithérapie cardiovasculaire.
<input type="checkbox"/> Thérapie manuelle - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en en thérapie manuelle.
<input type="checkbox"/> Neurologique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie neurologique.
<input type="checkbox"/> Pédiatrique - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie pédiatrique.
<input type="checkbox"/> Rééducation abdomino-pelvienne et périnatale - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en rééducation abdomino-pelvienne et kinésithérapie périnatale.
<input type="checkbox"/> Kinésithérapie respiratoire - Arrêté ministériel du 22 avril 2014 fixant les critères particuliers d'agrément autorisant les kinésithérapeutes à se prévaloir de la qualification professionnelle particulière en kinésithérapie respiratoire.

3. Documents à fournir :

- 1- La preuve attestée par un profil d'activités et confirmée par tout moyen de droit qu'une **expérience suffisante** a été acquise dans la qualification professionnelle particulière demandée ;
- 2- La preuve qu'une **formation spécifique** a été suivie avec succès pour la qualification professionnelle particulière demandée, confirmée par un diplôme ou un certificat ;
- 3- La preuve qu'une **formation continue** a été suivie pour la qualification professionnelle particulière demandée, confirmée par des attestations de participation à des congrès nationaux et/ou internationaux, à des réunions scientifiques et/ou par des publications personnelles.
- 4- Un **curriculum vitae**.
- 5- La preuve d'**autorisation** à exercer la kinésithérapie en Belgique.

En application des dispositions transitoires pour les six qualifications professionnelles précitées, la demande d'agrément doit être introduite endéans les deux ans à compter depuis la date d'entrée en vigueur de l'arrêté concernée, c'est-à-dire au plus tard le 8 janvier 2014. Les demandes d'agrément introduites après le 8 janvier 2017 seront considérées irrecevables.

Le Service Agrément des prestataires de soins de santé accusera réception de votre demande d'agrément dans un délai de 10 jours ouvrables. À défaut d'accusé de réception dans ce délai, nous vous invitons à réintroduire votre demande.

Les données à caractère personnel transmises dans le cadre de cette demande d'agrément seront traitées par le Service Agrément des Professions de soins de santé dans le strict respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et conformément aux finalités prévues dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2015 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières. Toute personne peut exercer les droits prévus par la loi du 8 décembre 1992 aux articles 9 à 15 et obtenir l'accès aux données la concernant, moyennant une demande, accompagnée d'une preuve de son identité, introduite auprès du Service Agrément des prestataires de soins de santé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 novembre 2015 relatif à l'agrément en qualité de kinésithérapeute et à l'agrément des titres particuliers et des qualifications particulières Bruxelles, le 12 novembre 2015.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2015/29633]

12 NOVEMBER 2015. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden

De Regering van de Franse gemeenschap,

Overwegende de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 15 augustus 1980, artikel 5, § 1, 7° a);

Gelet op de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015, de artikelen 43 en 88;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 september 2015;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 september 2015;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 58.219/2, gegeven op 21 oktober 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "Minister" : de minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen;
- 2° "administratie" : de Algemene Directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 3° "erkenningcommissie" : de erkenningcommissie voor kinesitherapeuten, bedoeld in artikel 2 van dit besluit;
- 4° "representatieve verenigingen van kinesitherapeuten" : verenigingen die beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in het koninklijk besluit van 7 december 1999 tot vaststelling van de voorwaarden waaraan de beroepsorganisaties van kinesitherapeuten moeten voldoen om als representatief te worden erkend evenals van de nadere regelen betreffende de verkiezingen van vertegenwoordigers van de kinesitherapeuten in sommige beheersorganen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;
- 5° "de wet" : de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015;

HOOFDSTUK II. — De erkenningcommissie voor kinesitherapeuten

Art. 2. § 1. Er wordt binnen het Ministerie van de Franse Gemeenschap een erkenningcommissie voor kinesitherapeuten opgericht.

§ 2. De erkenningcommissie is samengesteld uit :

- 1° vier leden, kinesitherapeuten, die de kinesitherapie uitoefenen en die een minimale ervaring van tien jaar tellen, voorgedragen op een lijst van dubbeltallen door hun representatieve beroepsverenigingen;
- 2° vier leden, kinesitherapeuten, die sedert ten minste tien jaar onderwijs verstrekken in het universitair onderwijs in de kinesitherapie of in het hoger onderwijs buiten de universiteit in de kinesitherapie, voorgedragen op een lijst van dubbeltallen door de universiteiten en de hogescholen;
- 3° een deskundige, per beroepsbekwaamheid, die de universiteiten en de hogescholen vertegenwoordigt;
- 4° een deskundige, per beroepsbekwaamheid, die de representatieve verenigingen van kinesitherapeuten op hun voorstel vertegenwoordigt.

De leden bedoeld in 3° en 4° moeten niet uitgenodigd worden op alle vergaderingen van de erkenningcommissie, maar moeten wel opgeroepen worden indien de agenda dossiers bevat in verband met de beroepsbekwaamheid waarvoor ze deskundig zijn.

§ 3. De leden van de erkenningcommissie worden door de Minister voor een hernieuwbare termijn van zes jaar benoemd. Zij blijven hun functie waarnemen tot de Minister over de hernieuwing van hun mandaat een beslissing heeft genomen of, in voorkomend geval, tot in hun vervanging is voorzien.

In geval van overlijden, van ontslag of van intrekking van het mandaat van een lid, benoemt de Minister, om het lopend mandaat te voleindigen, een nieuw lid volgens de procedure bepaald in paragraaf 2.

§ 4. Bij de eerste vergadering volgend op de benoeming van de leden van de erkenningcommissie, stellen deze een voorzitter aan die als opdracht heeft de vergaderingen voor te zitten, alsook een ondervoorzitter die de voorzitter vervangt in zijn afwezigheid.

De Administratie zal het secretariaat van de erkenningcommissie waarnemen.

§ 5. De Minister kan een einde maken aan het mandaat van de leden van de erkenningscommissie, die duidelijk blijk zullen geven van gebrek aan regelmatigheid in het bijwonen van de vergaderingen of van gebrek aan belangstelling voor de opdrachten die hen worden toevertrouwd of niet meer daadwerkelijk de kinesitherapie beoefenen of niet meer daadwerkelijk onderwijs verstrekken in de kinesitherapie.

§ 6. De voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de erkenningscommissie hebben recht op :

- 1° een presentiegeld van tien euro per halve dag; de leden ambtenaren kunnen alleen aanspraak erop maken in de mate waarin hun aanwezigheid op de vergaderingen prestaties vergt buiten hun gewone diensturen;
- 2° de terugbetaling van de reiskosten toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor de personeelsleden van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximaal bedrag van de vergoeding stemt overeen met de prijs van een treinticket in eerste klasse.

De leden van de erkenningscommissie worden toegelaten om hun persoonlijke voertuig te gebruiken voor verplaatsingen die vereist zijn voor hun deelname aan de vergaderingen van de erkenningscommissie. Ze genieten een vergoeding die gelijk is aan het bedrag dat de Franse Gemeenschap zou betaald hebben bij het gebruik van het openbaar vervoer.

De Franse Gemeenschap dekt niet de risico's voortvloeiend uit het gebruik, door de leden, van hun persoonlijke voertuig.

Art. 3. De erkenningscommissie heeft als opdracht :

- 1° de Minister een met reden omkleed advies te verstrekken betreffende de erkenningsaanvragen in de hoedanigheid van kinesitherapeut bedoeld in artikel 43, § 1, van de wet;
- 2° de Minister een met reden omkleed advies te verstrekken betreffende de erkenningsaanvragen waarbij de kinesitherapeut ertoe gemachtigd wordt een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, zoals bedoeld in artikel 86 van de wet;

Art. 4. § 1. Opdat de erkenningscommissie geldig zou kunnen beraadslagen, moet ten minste de helft van de leden aanwezig zijn.

Voor de berekening van het quorum wordt rekening gehouden met de leden bedoeld in artikel 2, § 2, 1° en 2°, alsook met de leden bedoeld in 3° en 4° die uitgenodigd werden.

Indien de leden van de erkenningscommissie niet in voldoende aantal aanwezig zijn, belegt de voorzitter of, in zijn aanwezigheid, de ondervoorzitter een tweede vergadering met dezelfde agenda; de erkenningscommissie kan dan geldig beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige leden.

De erkenningscommissie spreekt zich uit bij meerderheid der aanwezige leden. Bij staking van stemmen is het punt waarover werd gestemd niet aangenomen.

De beraadslagingen van de erkenningscommissie zijn geheim. De adviezen moeten met redenen omkleed zijn.

§ 2. De erkenningscommissie stelt een huishoudelijk reglement op, dat voorgelegd wordt ter goedkeuring van de Regering met de wijzigingen ervan.

Dit huishoudelijk reglement bevat ten minste :

- 1° de werkmethode van de erkenningscommissie;
- 2° het minimaal aantal jaarlijkse vergaderingen, dat niet lager dan één vergadering per maand mag zijn;
- 3° de verplichting om de notulen van elke vergadering op te maken;
- 4° het feit dat het advies uitgebracht wordt in naam van de erkenningscommissie en zonder nominatieve aanwijzingen;
- 5° de regels voor de deontologie met ten minste de bepalingen betreffende de belangenconflicten.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning*

Afdeling I. — De Erkenning als kinesitherapeut

Art. 5. De aanvraag om erkenning als kinesitherapeut wordt door de aanvrager aan de Administratie ingediend door middel van een formulier waarvan het model in bijlage 1 bij dit besluit gevoegd wordt, ofwel langs elektronische post volgens een procedure die door de Administratie ter beschikking wordt gesteld.

De aanvraag gaat gepaard met een afschrift van het diploma of het document waarmee de onderwijsinstelling getuigt dat de aanvrager voor het eindexamen geslaagd is dat recht geeft op het vereiste diploma waaruit blijkt dat de betrokkene aan de vereisten van artikel 43, § 2, tweede lid of van artikel 154 van de wet voldoet, alsook, in voorkomend geval, van de documenten waaruit blijkt dat de betrokkene voldoet aan de voorwaarden die kunnen worden bepaald met toepassing van artikel 43, § 2, eerste lid, van de wet.

De Administratie zendt het aanvraagdossier voor advies door naar de erkenningscommissie.

Art. 6. De erkenningscommissie vergelijkt de verstrekte gegevens met de vereisten van artikel 43, § 2 of van artikel 154 van de wet.

Art. 7. § 1. De erkenningscommissie doet uitspraak op de erkenningsaanvraag als kinesitherapeut binnen zestig dagen na de ontvangst van de aanvraag door de Administratie.

Op met redenen omkleed voorstel van de erkenningscommissie kan de Minister de lijst van de erkenningsaanvragen bepalen die geen advies van de erkenningscommissie vergen. Deze lijst wordt gebaseerd op de titel van het diploma van de aanvrager en op de datum van de uitreiking ervan. De erkenningscommissie is belast met het bijhouden van deze lijst. In dit geval legt de Administratie rechtstreeks aan de Minister of zijn afgevaardigde een voorstel tot erkenning voor.

§ 2. De Commissie doet uitspraak op stukken. Indien de Commissie van mening is dat de stukken niet bewijzen dat de voorwaarden bedoeld in de artikelen 43, § 2 of 154 van de wet vervuld zijn, kan ze beslissen om de uitspraak van het advies in beraad te houden.

In dit geval deelt de Administratie deze beslissing mee aan de aanvrager binnen een termijn van 30 dagen langs elektronische post aan het adres vermeld in de erkenningsaanvraag. Als de aanvrager geen ontvangst meldt binnen een termijn van vijf dagen, deelt de Administratie deze beslissing mee per aangetekende brief. Behoudens ingeval van spoed wordt de aanvrager ten minste vijftien dagen vóór de vergadering uitgenodigd tijdens dewelke zijn dossier

opnieuw zal worden onderzocht. De aanvrager kan alle nuttige informatie verschaffen. Hij kan zich laten bijstaan door één of meer raadsleden. Indien de aanvrager die behoorlijk opgeroepen wordt, niet verschijnt, wordt op stukken uitspraak gedaan, behalve bij gewettigde afwezigheid.

§ 3. Het dossier wordt ter beschikking gesteld van de aanvrager of zijn raadsman in de lokalen van de Administratie; het kan er gedurende vijftien dagen vóór de zitting ter plaatse worden geraadpleegd.

Art. 8. § 1. Bij positief advies kent de Minister of diens afgevaardigde de erkenning toe.

§ 2. Bij negatief advies deelt de Administratie dit advies aan de aanvrager mee binnen een termijn van 30 dagen, langs elektronische weg, aan het adres vermeld door de aanvrager in zijn aanvraag. Als de aanvrager geen ontvangst meldt binnen een termijn van vijf dagen, deelt de Administratie dit advies per aangetekende brief mee.

De aanvrager kan een nota met zijn met redenen omklede aantekeningen betreffende het advies aan de Administratie laten toekomen en dit, binnen een termijn van dertig dagen volgend op de ontvangst van het advies.

Wanneer de aanvrager de met redenen omklede aantekeningen bedoeld in het eerste lid niet meegedeeld heeft, informeert de Administratie de Minister of zijn afgevaardigde hierover, die de finale beslissing neemt.

§ 3. Wanneer de aanvrager de met redenen omklede aantekeningen bedoeld in § 2, eerste lid meegedeeld heeft, onderzoekt de erkenningscommissie het erkenningsdossier opnieuw.

In dit geval wordt de aanvrager, behoudens in geval van spoed, ten minste vijftien dagen vóór de vergadering waarop zijn dossier opnieuw wordt onderzocht, opgeroepen voor de erkenningscommissie te verschijnen ten einde alle nuttige informatie te verstrekken. Indien de aanvrager die behoorlijk opgeroepen wordt, niet verschijnt, kan de erkenningscommissie uitspraak doen op stukken, behalve bij gewettigde afwezigheid.

De erkenningscommissie mag haar oorspronkelijke advies behouden of een nieuw advies uitbrengen op basis van nieuwe elementen die haar oorspronkelijke advies kunnen wijzigen.

§ 4. De Minister of zijn afgevaardigde neemt een beslissing op basis van het oorspronkelijke advies of van het nieuwe advies van de erkenningscommissie en, in voorkomend geval, van de nota verzonden door de aanvrager.

§ 5. Wanneer de beslissing van de Minister of zijn afgevaardigde positief is, deelt de Administratie deze mee aan de aanvrager, langs elektronische post, aan het adres vermeld door de aanvrager in zijn aanvraag binnen een termijn van 30 dagen. Als de aanvrager geen ontvangst meldt binnen een termijn van vijf dagen of op zijn aanvraag, maakt de Administratie deze beslissing per aangetekende brief bekend.

Wanneer de beslissing van de Minister of zijn afgevaardigde negatief is, deelt de Administratie deze per aangetekende brief binnen een termijn van 30 dagen mee.

Art. 9. § 1. Wanneer de kinesitherapeut niet meer aan de erkenningscriteria voldoet, kan de Minister de erkenning intrekken ofwel op eigen initiatief, ofwel op voorstel van de erkenningscommissie.

De Minister kan enkel op eigen initiatief handelen, nadat hij zijn voornemen aan de betrokkene kenbaar heeft gemaakt en hij het advies van de erkenningscommissie heeft ingewonnen.

§ 2. Het met redenen omklede advies of het met redenen omklede voorstel van de erkenningscommissie wordt door de Administratie aan de Minister meegedeeld en ter kennis gebracht van de kinesitherapeut binnen een termijn van dertig dagen per aangetekende brief.

De bepalingen van de artikelen 7 en 8 zijn mutatis mutandis van toepassing.

Art. 10. De kinesitherapeut wiens erkenning werd geweigerd of ingetrokken met toepassing van de bepalingen van de artikelen 8 of 9, kan te allen tijde een nieuwe erkenning aanvragen.

De erkenningsprocedure verloopt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Art. 11. De kinesitherapeut die niet langer de erkenning wenst te genieten die hem overeenkomstig dit besluit is verleend, moet hiervan de Administratie schriftelijk op de hoogte brengen. In dit geval trekt de Minister de erkenning in.

Afdeling 2. — De erkenning van bijzondere titels en bijzondere bekwaamheden

Art. 12. De kinesitherapeut die de erkenning wenst te verkrijgen waarbij hij gemachtigd wordt een bijzondere beroepstitel te dragen of zich op een bijzondere beroepsbekwaamheid te beroepen, moet zijn aanvraag om erkenning bij de Administratie indienen ofwel bij de verzending van het formulier waarvan het model in bijlage 2 bij dit besluit gevoegd wordt, ofwel langs elektronische post volgens de procedure die door de Administratie wordt ter beschikking gesteld.

De aanvraag wordt vergezeld van elk nuttig bewijsstuk waarbij aangetoond wordt dat de kinesitherapeut aan de erkenningscriteria voldoet.

De Administratie zendt het dossier van de aanvraag voor advies door naar de erkenningscommissie.

De bepalingen van de artikelen 6 tot 11 zijn mutatis mutandis van toepassing op de erkenningsaanvragen bedoeld in dit artikel.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 13. Het koninklijk besluit van 15 april 2002 betreffende de erkenning als kinesitherapeut en de erkenning van bijzondere beroepstitels en bijzondere bekwaamheden, wordt opgeheven.

Art. 14. De Minister bevoegd voor de erkenning van de gezondheidszorgberoepen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 november 2015.

De Minister-president,
R. DEMOTTE